

contribution au débat

l'heure est à l'offensive prolongée

Texte de réflexion proposé pour le Conseil National (à propos du rapport politique du BN) par des camarades de la DPN élus sur le courant « vers le Communisme » (Behar, Fontes, Fremaux, Gass, Dalbert, etc.).

INTRODUCTION

Nous nous sommes souvent affrontés sur des questions abstraites, sur des principes et des théories. Aujourd'hui c'est autre chose. Quand nos camarades chiliens achèvent dans le sang leur expérience socialiste « pacifique » ; quand nos camarades de Lip démontrent ce que peuvent peser des travailleurs déterminés à mener sans faiblesse l'affrontement avec le capital et son Etat, nous ne réfléchissons plus sur des mythes. Bousculé par la réalité des luttes, ce parti qui, en dépit de ses erreurs, a toujours su avoir des militants dans chaque conflit, pose enfin les vraies questions. Précisément parce que, au fil des ans, il a su s'insérer dans la réalité de la lutte des classes, assurer la priorité au rassemblement dans la pratique des luttes. Il en arrive aujourd'hui très logiquement à se poser en termes concrets le problème de savoir comment, dans la France telle qu'elle est, avec la bourgeoisie telle qu'elle est, avec les partis socialiste et communiste tels qu'ils sont, avec la classe ouvrière en lutte, comment nous pouvons espérer contribuer à renverser l'état de choses existant.

C'est une avancée considérable par rapport aux débats précédents. Mais c'est seulement si nous savons partir de la pratique pour débattre sur la stratégie, que cette avancée sera consolidée. Il ne faut pas, en revanche, espérer de progrès si certains camarades font de l'adhésion sans réserve à la référence autogestionnaire, la condition de la poursuite du débat.

LES IDEES JUSTES VIENNENT DE LA PRATIQUE SOCIALE

Il y a encore quelques mois, la stratégie d'unité ouvrière - unité populaire, décrite (parfois de manière schématique) dans les thèses « vers le communisme », s'appuyait sur des conflits isolés, même s'ils étaient souvent durs et prolongés. Aujourd'hui, après Lip, Noguères, Cerizay, Fos, après les grèves d'immigrés, après le Larzac, elle est devenue une réalité sociale avec laquelle la bourgeoisie doit compter.

Nous avons prétendu alors que la gauche paysanne et la gauche syndicale étaient les seules forces capables de mettre en œuvre une telle stratégie. Qui peut le nier aujourd'hui, après le Larzac, après le meeting de soutien à Lip, organisé par la Fédération de la Région Parisienne, et surtout la Marche sur Besançon, où tous les représentants des travailleurs en lutte appartenaient précisément à cette gauche syndicale, à celle qui a été « battue » au congrès de Nantes de la CFDT sur la pratique syndicale, sur l'assemblée souveraine, sur l'unité populaire interne-externe, sur le refus du suivisme à l'égard du Programme Commun et de la CGT.

Mieux encore, cette stratégie
— d'unification ouvrière autour de ceux qui produisent sur les chaînes et les établis,
— d'unification populaire par rapport aux formes les plus avancées de la lutte ouvrière
dont le fondement est l'**insubordination col-**

lective qui s'exprime dans le contrôle ouvrier et le contrôle populaire, les militants du PSU, dans les entreprises et les quartiers ont toujours été aux premiers rangs pour la mettre en œuvre.

*
**

Sur la base de cette pratique, le PSU a un rôle central à jouer pour analyser les forces et les faiblesses du mouvement et lui fournir des objectifs. Le moment n'est pas aux exclusives, aux chamailleries d'appareils, aux mariages groupusculaires et aux querelles théoriques, nous devons avoir le courage de nous interroger collectivement sur les erreurs passées et leurs causes ; éviter les raccourcis et les schémas simplistes, mais aussi savoir retrouver dans notre avancée collective, les éléments de réponse aux questions du moment.

Nous n'avons pas la prétention de sortir une ligne « juste » tracée à la règle sur quelque table à dessin révolutionnaire (et fractionnelle). Nous nous bornons à faire des propositions qui n'ont rien d'intangible, à formuler des interrogations pour le débat collectif.

Quelles modifications de la formation sociale capitaliste française révèlent les conflits les plus récents ? les firmes multinationales signifient-elles la dissolution des Etats nationaux ?

Qu'est-ce qui fait la force des camarades de Lip ? L' « aspiration autogestionnaire » ou la révélation de l'unité populaire affrontée directement au pouvoir de l'Etat capitaliste, pour remettre en cause dès aujourd'hui la légalité bourgeoise et affirmer le pouvoir des travailleurs productifs sur les parasites, les chiens de garde et tous les suppôts d'une société de profit dont les assises se lézardent ?

Qu'est-ce qui a causé l'échec des camarades chiliens ? Est-ce le fait qu'ils n'ont pas su se ménager les bonnes grâces des « couches moyennes » ou est-ce leur impuissance à s'attaquer à une légalité contradictoire avec leur existence même ?

Quelles conclusions devons-nous tirer de tout cela pour notre travail militant en France aujourd'hui. Faut-il donner la priorité aux regroupements d'appareils autour d'une description de la société de transition ? Faut-il admettre que la force révolutionnaire se crée aujourd'hui au travers de multiples mouvements autonomes qui se radicalisent rapidement sans trouver encore les moyens d'une centralisation politique ? Mais au fait, précisément, le 29 de Châteaufarine, à la Place Battant, ça n'était pas un tout

petit peu ce fameux Mouvement Politique de Masse un peu rapidement enterré ?

I. — QU'EST-CE QUI CHANGE DANS LE CAPITALISME AUJOURD'HUI ET QUELLES CONCLUSIONS DEVONS-NOUS EN TIRER ?

Il y a, ces temps-ci, de plus en plus « d'analystes » qui découvrent les trusts internationaux (baptisés « firmes multinationales » pour faire « new look » et qui, obnubilés par cette découverte, en arrivent à réduire à peu de chose le rôle des Etats. Chose curieuse, ce sont souvent les mêmes qui découvrent en même temps que les mécanismes anti-crise de type international (Fonds Monétaire International, C.E.E...) ne sont que l'émanation directe des états impérialistes, et s'en indignent. Sans souci des contradictions, ils mettent l'accent (à juste titre) sur le rôle des trusts C.G.E., ou Penarroya, ou Ebauche S.A. dans la restructuration des entreprises françaises et la liquidation de l'emploi, mais ils « oublient » l'intervention directe de l'Etat par ses préfets, ses flics et ses ministres, dans les conflits du Joint Français, de Penarroya ou de Lip.

On pourrait allonger la liste, il est vrai que l'intervention de la United Fruit au Guatemala jadis ou de l'I.T.T. contre Allende aujourd'hui ont été déterminantes, mais peut-on oublier qu'elles ont eu besoin d'un petit coup de main de la C.I.A. et de l'armée U.S., qui font tout de même partie de l'appareil d'Etat ?

Alors, pourquoi cette curieuse faille dans le raisonnement ? En vérité, l'appareil d'Etat est aujourd'hui de plus en plus impliqué dans les structures économiques, par le soutien direct à l'investissement, les subventions à l'exportation, les mécanismes de contrôle des prix et des salaires, les manipulations monétaires...

Dans une période caractérisée par le déclin de l'hégémonie U.S. et la structuration progressive des pôles impérialistes multiples, le sort des trusts internationaux est de plus en plus lié aux capacités politiques de leur état d'origine à maintenir la « paix sociale » à l'intérieur et à défendre leurs intérêts à l'extérieur.

Cette évolution du capitalisme a, pour nous, au moins deux conséquences importantes :

1) la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie fait de plus en plus rapidement irruption sur le terrain politique (qu'il s'agisse des immigrés, du Larzac, du Joint Français, de

la grève du lait et, bien sûr, de Lip, qui trouvent leur origine dans des conflits économiques, ou des luttes pour l'avortement libre, pour les sur-sis... dont l'origine est directement idéologico-politique).

2) la liquidation progressive des « classes moyennes », petite bourgeoisie commerçante et terrienne n'est pas nouvelle, la transformation d'une partie d'entre elles en semi-prolétaires (paysans- travailleurs, employés du tertiaire) non plus. Mais sa réalisation rapide et sans trop de douleur devient un enjeu central pour la bourgeoisie monopoliste et son Etat.

En même temps qu'il poussait à la liquidation de ces couches archaïques, le capitalisme moderne a engendré de nouvelles couches de cadres d'industries et d'Etat identiques et interchangeables. Face à l'explosion de la division sociale du travail qui broie la classe ouvrière, ils ont pour mission de produire la justification idéologique du système (université, publicité, presse...), d'assurer l'encadrement technique de la production (cadres, techniciens...) et des appareils de l'Etat, ou d'organiser la répression : bénéficiaires de la redistribution d'une partie de la plus-value, ils sont indispensables au fonctionnement du capitalisme monopoliste. Alliés essentiels de la grande bourgeoisie, ils risquent en même temps de s'ériger en concurrents et de revendiquer pour leur propre compte une part de pouvoir politique que justifie à leurs yeux leur rôle dans le système. Au cas où cette place ne leur serait pas reconnue par le capitalisme et son état (stratégie type Chalandon ou E. Faure), au cas par exemple où la bourgeoisie serait contrainte à un plus grand ménagement des couches petites bourgeoises traditionnelles, il faut savoir que des pans importants de cette nouvelle fraction technocratique de la bourgeoisie n'hésiteraient pas à chercher des garanties du côté de la classe ouvrière. Il est clair qu'il y a là, au sein de la bourgeoisie, une contradiction que le mouvement ouvrier ne saurait méconnaître. Encore convient-il d'en cerner clairement l'importance et les limites.

A ces couches qui ont pour vocation essentielle de fournir une idéologie de remplacement fondée sur l'« efficacité », la « compétence », l'appropriation du savoir-faire, aux valeurs fatiguées de la bourgeoisie traditionnelle, il s'agit de savoir si le mouvement ouvrier doit faire des concessions pour obtenir leur appui, en tant que couche. Dans ce cas-là il importe de leur faire une place de choix dans les programmes, comme à la CGT ou chez les tenants du Programme Commun, aussi bien que dans les organisations elles-mêmes du mouvement ouvrier.

Par rapport à une telle stratégie, il faut admettre que le courant autogestionnaire, fondé sur le culte de la capacité technique et de la « compétence » qui se développe autour de la CFDT et sur lequel s'appuie également une fraction du PS, il faut admettre que ce courant se fonde sur les mêmes options, sur les mêmes bases sociales. Il représente un élément central de la nouvelle stratégie réformiste qui se met peu à peu en place.

Il est vrai que sous le même vocable se manifeste une autre tendance, fondée incontestablement sur une aspiration révolutionnaire à la démocratie ouvrière de la part de nombreux travailleurs (au sein de la gauche syndicale et du PSU). Mais, fondée sur des raccourcis dangereux par peur des lois pourtant inéluctables de la lutte des classes (nécessité de la démocratie ouvrière comme aspect principal de la dictature du prolétariat, nécessité d'une remise en cause dans les luttes dès aujourd'hui des fondements du capitalisme débouchant sur la marche au communisme, nécessité d'une organisation révolutionnaire de centralisation des luttes de masse...), cette perspective entretient avec la précédente des rapports ambigus et à terme risque de contribuer à son succès au détriment de la classe ouvrière elle-même.

Ça n'est pas par hasard si, en se couvrant d'un tel drapeau, à Grenoble, une partie du PSU a déjà (au moins) un pied dans le PS.

En conséquence nous devons affirmer clairement que **la ligne directrice de notre stratégie y compris, et surtout si elle comporte l'unité d'action avec les réformistes et les révisionnistes doit être :**

- de faire déboucher toutes les actions **contre l'Etat, contre la bourgeoisie tout entière** et ne pas chercher à spéculer sur l'appui possible d'une fraction de la bourgeoisie, en tant que telle, au mouvement ouvrier. De ce point de vue, notre stratégie reste radicalement contradictoire avec celle de la coalition antimonopoliste défendue par le PCF ;

- de mener **la lutte sur le plan idéologique** contre la nouvelle bourgeoisie « technocrate », contre les illusions qu'elle véhicule à l'intention du mouvement ouvrier. C'est de cette manière qu'il convient de construire l'autonomie du mouvement ouvrier révolutionnaire (et non pas par agressivité antiréformiste en évoquant les grands ancêtres de la trahison social-démocrate ou, pire, comme l'a fait l'A.M.R., en piétinant le cadavre d'Allende qui a eu, au moins le courage de mourir les armes à la main).

C'est en cela qu'il ne peut y avoir **aucun**

compromis stratégique et idéologique avec le PS en particulier.

Mais cette stratégie d'autonomie des révolutionnaires, appuyée sur l'unité ouvrière et populaire autour du contrôle, rencontre aujourd'hui concrètement un problème qu'elle ne peut plus éluder : celui de la prise du pouvoir.

II. - AUTONOMIE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET UNITE D'ACTION.

Une fois de plus, l'expérience douloureuse de la classe ouvrière et du peuple chilien vient nous démontrer tragiquement la nécessité historique de l'autonomie de la stratégie révolutionnaire par rapport au réformisme.

Les forces révolutionnaires qui avaient choisi une stratégie de débordement à l'intérieur d'un accord anticapitaliste avec les réformistes ont, certes, pu jouer un rôle important dans le développement du processus ouvert par la victoire d'Allende aux présidentielles. Mais très rapidement, la gauche du P.S. et le M.A.P.U. se sont trouvés coincés dans la problématique légaliste de la majorité de l'U.P. : retirer son soutien à l'expérience devenant de plus en plus difficile à mesure que se développait l'escalade bourgeoise. Au fur et à mesure qu'avancait la lutte des masses et que progressait leur organisation autonome dans de véritables conseils ouvriers et conseils populaires — base du futur Etat prolétarien — l'affrontement inévitable entre stratégie révolutionnaire et stratégie réformiste se précisait, notamment à propos de la nécessité de préparer — y compris militairement — l'ultime offensive populaire contre la bourgeoisie et son Etat.

La scission du M.A.P.U. à quelques mois du putsch reflète cet affrontement qui se manifestait aussi au sein de la gauche du P.S. qui ne parvenait pas à se dégager de la contradiction entre une pratique révolutionnaire mais non organisée à la base et une direction prisonnière de ses alliances.

Dès lors, et tout en jouant un rôle non négligeable dans le développement des organisations de masse de la classe et du peuple, ces forces révolutionnaires restaient impuissantes devant la question déterminante pour la conquête de tout le pouvoir : la construction de l'organisation révolutionnaire capable de préparer les conditions à la fois politiques et militaires de la prise du pouvoir.

Cette stratégie de débordement laissait reposer l'ensemble des tâches du parti révolution-

naire sur le M.I.R., organisation très récente dont la liaison avec les masses ne s'est affirmée réellement que pendant le gouvernement d'Unité Populaire. Cette organisation était ainsi conduite à appuyer un processus révolutionnaire dont elle n'avait pas, à elle seule, les moyens d'assurer le débouché politique, en terme de préparation politique et militaire de l'affrontement avec les forces bourgeoises, en terme de stratégie révolutionnaire prenant en compte tous les éléments, et pas seulement la mobilisation des masses.

Face aux illusions entretenues jusqu'au bout par le réformisme sur le « légalisme de l'armée », le M.I.R. ne pouvait, à lui seul, assurer la préparation d'un affrontement que chacun, pourtant, savait inéluctable. C'est ainsi que la classe ouvrière et le peuple chilien se sont trouvés sur la défensive dans les conditions dramatiques que l'on sait.

*

**

Aussi bien, l'expérience tragique de l'U.P. n'est pas seulement une leçon — et à quel prix — qui, encore une fois, démontre le caractère inéluctable de l'affrontement armé : elle révèle aussi les risques immenses que peut faire courir aux masses une stratégie de débordement à partir d'une victoire électorale lorsque le réformisme et le révisionnisme pèsent d'un poids déterminant.

Bien sûr, la situation française est différente à beaucoup d'égards. Il est vrai en particulier que le PS français est encore fort loin du PS chilien et, dans les conditions actuelles, on imagine mieux Mitterrand passant le pouvoir à quelque Chautemps, comme Blum en 1936, que tombant comme Allende, les armes à la main.

Mais comme au Chili il faut savoir reconnaître le poids déterminant du réformisme et du révisionnisme, la faiblesse du mouvement révolutionnaire organisé, l'éventualité d'une victoire électorale d'une coalition de gauche.

En réalité, la question est simple. Etant donné l'état actuel du niveau de la lutte des classes en France après mai 1968 (bien plus avancée qu'en 1936, qu'il s'agisse des objectifs ou des formes de lutte), il y a de fortes chances que la victoire électorale d'une coalition de gauche déclenche progressivement un vaste mouvement populaire. Dans une telle perspective, et compte tenu du rapport de forces actuel entre organisations réformistes et forces révolutionnaires, il faut savoir quels risques considérables entraîne l'adoption d'une stratégie de débordement, soit que, comme au Chili, la

bourgeoisie mette tout en œuvre pour briser le mouvement des masses et leurs organisations, soit que, à l'inverse, et c'est l'hypothèse la plus probable, ce soient les forces réformistes et révisionnistes qui tentent de casser une ou les organisations révolutionnaires pour reprendre en main le contrôle des opérations et engager un processus de marche au « socialisme » à la sauce Brejnev.

La responsabilité historique est de taille pour les révolutionnaires. L'exemple du Chili, mais aussi le développement de la lutte des classes en France où nous nous retrouvons face à une bourgeoisie qui a tiré les leçons politiques, mais aussi militaires, de mai 1968 (cf l'évolution de l'appareil répressif et la réforme des conditions d'emploi de l'armée en cas de conflit intérieur), tout ceci doit nous inciter à tirer les leçons d'une histoire qui s'écrit sous nos yeux et à analyser soigneusement le rapport des forces. Il faut savoir à quelle catastrophe peut conduire un processus de mobilisation populaire débouchant sur un affrontement central sans organisation révolutionnaire capable de le préparer, et dans un rapport de forces défavorable avec les organisations réformistes. Il est de notre responsabilité de prendre clairement position là-dessus. Il n'y a pas de raccourci possible qui soit admissible quand il repose sur un pari au terme duquel le mouvement ouvrier peut être détruit physiquement.

C'est dire que la question de la stratégie révolutionnaire est posée de manière concrète et immédiate. Nous commençons, tous, à savoir qu'il n'est pas possible

1) — de rester sur la rive de l'histoire en attendant l'apparition du parti révolutionnaire et en clamant à tous vents que, tant qu'il n'existe pas, nous refusons l'issue catastrophique inéluctable d'un gouvernement de gauche ;

2) — de s'imaginer qu'il suffit de proposer un projet de société (autogestionnaire ou pas) pour que les masses émerveillées se mettent en marche vers la victoire ;

3) — de jouer à l'apprenti sorcier en prônant une stratégie de grève générale autogestionnaire (type mai 68 « réussi ») puisque nous admettons, tous, que l'affrontement armé est inéluctable ;

4) — de revenir sur toute l'expérience du PSU qui, au cours de plusieurs congrès, a affirmé que la stratégie réformiste ne pouvait conduire à la prise réelle du pouvoir.

Alors ?

Eh bien, collectivement, nous savons au moins, aujourd'hui, qu'il n'est pas possible de répondre à cette question stratégique sans lier dialectiquement la construction d'une organisation révolutionnaire centralisant politiquement les luttes d'aujourd'hui et la perspective de conquête du pouvoir d'Etat.

On nous propose aujourd'hui une stratégie qui vise, à partir d'un Pacte National d'Unité d'action avec le PC et le PS, à permettre aux révolutionnaires qui conserveraient leur autonomie, de profiter de cette unité conflictuelle pour développer la mobilisation.

Et il est vrai qu'une telle proposition se fonde sur un certain nombre de constatations justes.

- Il est certain qu'il est impossible de définir une stratégie concrète qui ne tiendrait pas compte du poids déterminant et bien souvent hégémonique du réformisme dans la classe ouvrière.

- Il est vrai que face à l'offensive ouvrière et populaire, la tactique du PCF n'est plus de bloquer des quatre fers mais plutôt de s'inscrire dans le mouvement pour le contrôler et le ramener à un débouché électoral. Dans de telles conditions, des clivages schématiques et brutaux (comme à l'époque de l'assassinat d'Overney) auraient pour effet de nous couper des masses.

- Il est certain que le développement des luttes de masses sur tous les fronts, mais particulièrement les luttes ouvrières offensives révèlent, et Lip le montre bien, la possibilité pour les révolutionnaires de peser sur les forces réformistes en les compromettant dans leur unité d'action.

En tout cas, par rapport à la thèse du « soutien critique » jadis esquissée, il est vrai que cette nouvelle proposition témoigne d'un progrès considérable

- par la prise en compte de la nécessaire construction du parti dans les luttes,

- par la reconnaissance du caractère inéluctable de l'affrontement armé,

- par l'affirmation de la nécessité d'un rapport de forces suffisant entre forces révolutionnaires et partis réformistes et révisionnistes.

Mais, en dépit de ces progrès incontestables, cette stratégie comporte encore des raccourcis extrêmement dangereux :

- elle implique que le bloc PC-PS soit prêt

- 1) - à accepter un accord d'unité d'action ;

2) - sans implication au niveau d'un programme commun de gouvernement ;

3) - que ce pacte trouve son application lors des prochaines échéances électorales, ce qui reste assez problématique dans l'état actuel de la lutte des classes ;

— elle suppose que le PCF accepte de ne pas freiner les mouvements qu'il ne contrôle pas totalement. Car si nous nous engageons dans des actions communes dans ces conditions, il est évident qu'en cours de route la clarification nécessaire, à partir de la pratique, entre stratégies réformiste et révolutionnaire, deviendrait difficile sans précisément que se rompe l'unité d'action ;

— en réalité, le vice majeur de cette proposition c'est qu'elle est impraticable tant que le rapport des forces entre PC + PS d'un côté et PSU et gauche syndicale de l'autre, reste globalement ce qu'il est aujourd'hui.

Il faut répondre clairement à l'argument selon lequel la stratégie appliquée à Lip serait la démonstration de la justesse de cette proposition.

Mais précisément, le rapport de forces d'ensemble dans l'affaire Lip était largement déterminé par le rapport local caractérisé par l'hégémonie d'une direction politique révolutionnaire sur la lutte. Et il est vrai que lorsque le rapport de forces est favorable sur le terrain, l'unité d'action peut et doit être recherchée. Mais pour un Lip, combien de Carterpillar, où le mouvement meurt par étouffement.

Dans l'état actuel de la lutte des classes marqué par des luttes éclatées par le développement de mouvements de masses autonomes dont le niveau de conscience et d'organisation est très variable, et surtout en l'absence de toute centralisation politique des luttes, la stratégie ne peut qu'être diversifiée et adaptée cas par cas en fonction du rapport de forces local sur la lutte précise et non pas dans le cadre global d'un pacte d'unité d'action même conflictuelle.

Dans certains cas, il faut savoir que seul l'affrontement clair de forces révolutionnaires autonomes avec les organisations réformistes permettra une avancée de la prise de conscience des masses. Dans d'autres, l'unité d'action conflictuelle du type Lip sera nécessaire. Mais le plus souvent, sans doute, il faudra savoir passer de l'une à l'autre ligne selon l'évolution du rapport de forces.

Surtout, il faut répéter que la stratégie du Programme commun implique nécessairement

une politique de ménagement des classes moyennes dans leur ensemble (aussi bien les archaïques, notables, médecins libéraux, petits propriétaires, que les modernistes, techniciens, ingénieurs et cadres). C'est dire que si les forces PC-PS arrivent au pouvoir par la voie électorale, c'est qu'il y aura rupture au sein de la bourgeoisie, dont une part importante acceptera cette perspective comme un pis-aller face à l'offensive ouvrière et populaire et à la pression croissante de l'unité d'action.

Il est clair que le ralliement (nécessaire) d'une fraction de la bourgeoisie sera lourd d'ambiguïtés et de menaces. D'une part, on peut compter sur le P.C.F. pour s'efforcer par tous les moyens de mettre au pas « ceux qui veulent effrayer les couches moyennes ». D'autre part, et surtout on peut compter sur les nouvelles forces bourgeoises technocrates — cette fois-ci tenant des leviers politiques dans un tel gouvernement — pour planifier avec vigueur la « bataille de la production » et s'opposer à toute initiative révolutionnaire des masses pour s'attaquer aux fondements de la division du travail ce qui à terme mettrait en cause leur existence même. Du même coup, il convient d'être très clairs sur les risques que comporte pour la classe ouvrière l'institution d'une autogestion de type parlementaire préservant le jeu des couches techniciennes dans les entreprises, telle que la propose par exemple le CERES et quelques autres...

Dans une telle perspective, qui est directement celle à laquelle nous sommes confrontés, il est évident que les couches techniciennes et modernistes ne se borneraient pas à jouer un rôle de pourvoyeurs d'idées mais deviendraient rapidement oppresseur privilégié de la classe ouvrière. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, la lutte idéologique contre ces illusions doit être menée sans faiblesse. C'est pour cela aussi et surtout que toute stratégie de débordement où les révolutionnaires se situeraient à l'intérieur de la coalition réformiste, est vouée à l'échec.

Il ne saurait donc être question d'établir un programme de gouvernement et encore moins d'y participer.

Bien au contraire, face à un gouvernement réformiste et dans le cadre d'une unité d'action conflictuelle qui ne fera que se développer avec des périodes de plus ou moins grande tension, la tâche des révolutionnaires ne fera véritablement que commencer.

Il faudra alors, et ça ne sera pas simple, expliquer que ça n'est qu'une première bataille qui ne se solde pas par 20 % d'augmentation des

salaires et quelques nationalisations, mais doit se poursuivre par la préparation des conditions politiques, économiques et militaires de l'affrontement.

- **politiques.** Mise en place des organes de pouvoir ouvrier et populaire assurant l'unité ouvrière et populaire et la désorganisation politique et idéologique de la bourgeoisie ; confrontation permanente avec le réformisme par la mise en place, au fur et à mesure que progressent les luttes, d'une direction politique unifiée des forces révolutionnaires.

- **économiques.** Mise en oeuvre d'un programme immédiat visant à modifier les conditions de la division du travail, transformation de l'appareil de production et de consommation individuelle et collective sous contrôle populaire...

- **militaires.** Préparation des nécessaires ruptures dans l'appareil policier et militaire, démantèlement des bandes fascistes, organisation armée unifiée de la classe et du peuple. Il n'est pas sérieux d'affirmer que l'affrontement armé est inévitable si ces problèmes ne sont pas posés dès aujourd'hui.

Certes, il est particulièrement difficile de poser ces problèmes de façon juste, car la marge est étroite entre le défaitisme et l'aventurisme. Mais faute de mener dès aujourd'hui et progressivement ces tâches de préparation idéologique, politique et technique de la classe ouvrière et du peuple, les conditions d'un affrontement victorieux risquent fort de n'être jamais réunies et de tragiques défaites ne peuvent qu'en résulter.

Longue marche dans la dialectique construction du parti / stratégie diversifiée dans l'offensive des masses et les rapports avec le réformisme et le révisionnisme...

Longue marche dans la préparation idéologique, politique et militaire du parti et des masses à l'affrontement inévitable

C'est précisément parce que nous sommes pressés que nous devons prendre notre temps. L'expérience la plus récente montre que les raccourcis ou les positions ambiguës peuvent nous mener au précipice et ce qui est plus grave briser pour longtemps, et au prix de quelle misère, les espérances populaires.

III — LES CONSEQUENCES D'UNE TELLE STRATEGIE POUR LA PERIODE ACTUELLE

Si le Larzac a été à la fois l'irruption brutale de la gauche paysanne dans le champ politique

national en même temps qu'une gigantesque A.O.P., la marche sur Besançon a été la première réunion massive de la gauche syndicale.

Ceux de la CFDT qui, malgré des freinages de la Confédération, les intimidations et les menaces d'exclusion de la droite CFDT (type fédération des métaux) sont venus à Besançon ont montré qu'ils s'unifiaient sur des thèmes politiques qui se trouvent dans un grand nombre de luttes de masses aujourd'hui :

1) La démocratie ouvrière et la pratique de l'unité de tous les travailleurs dans la lutte.

Cette exigence, contradictoire avec le bureaucratisme, le sectarisme de boutique, l'intolérance envers les non-syndiqués, est devenue à Lip une référence positive.

2) L'autonomie de la classe et du peuple remettant en cause la légalité de la bourgeoisie.

Cette unité se manifeste et se forge autour d'objectifs concrets et non sur des accords de sommet entre confédérations ou partis. Le rapport de forces évolue sur place, en liaison avec les organisations ou en pesant sur elles au besoin. Cette autonomie débouche logiquement sur l'illégalité : « Lip vaincra. La légalité on s'en fout » ; elle implique l'alliance la plus large avec toutes les couches du peuple qui sont entrées en lutte (avec les paysans travailleurs à Cerizay).

3) La poursuite des luttes jusqu'à l'affrontement avec l'Etat central :

sauver le Larzac c'est faire subir une défaite à l'armée. Empêcher le démantèlement et les licenciements à Lip, c'est battre la stratégie du gouvernement, de Charbonnel et de Giraud : « A Lip comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs ».

Mais, par rapport à ces trois thèmes d'unification, l'aspect principal de la période, aussi bien chez les paysans travailleurs que dans la gauche syndicale, c'est le décalage fantastique entre le niveau élevé de prise de conscience et l'état d'inorganisation et d'absence de centralisation des luttes. C'est là ce qui définit notre tâche la plus urgente.

On ne peut espérer obtenir cette centralisation politique par le développement du seul PSU, et le rapport de Rocard a raison de le reconnaître. En revanche, tout doit être fait pour contribuer à cette centralisation : le meeting du PSU à Paris où la gauche syndicale a pu s'exprimer **politiquement** est un bon exemple, les A.O.P. de type nouveau, à la mesure du Larzac ou de Lip, en constituent un autre.

Mais il est clair que cette centralisation ne peut être amorcée sans référence centrale. Or,

à cause des ambiguïtés qu'il charrie et de l'hétérogénéité des forces qui l'appuient, le thème autogestionnaire est perçu comme incapable de fournir un point d'ancrage clair à nombre de militants de la gauche syndicale. (Ceux qui les combattent sont aussi autogestionnaires dans la centrale) et ressenti comme inacceptable par les paysans travailleurs.

Il n'est pas vrai que la mise sur pied de cette centralisation soit quelque chose de simple et que le projet puisse être mis en chantier sans réflexion. Mais des éléments existent maintenant, autour du contrôle ouvrier, et sur la triple base définie plus haut, de

- la démocratie ouvrière et la pratique de l'unité d'action de tous les travailleurs dans la lutte,
- l'autonomie de la classe et du peuple remettant en cause la légalité bourgeoise.
- la poursuite des luttes jusqu'à l'affrontement avec l'Etat,

pour développer un mouvement pour le pouvoir ouvrier et populaire. Le destin du PSU ne doit être abordé que dans cette perspective. A notre avis, l'outil politique capable à Lip (sinon au Larzac) de fournir une référence efficace pour stimuler la gauche syndicale et réussir la marche, mérite mieux que sa fusion dans le C.L.A.S., club groupusculaire, coupé des masses, ou que l'abandon de sa démarche historique par satellisation autour du PS. En tous cas, si certains étaient tentés de résoudre par la force (ou par l'expulsion) cette contradiction interne, les militants qui pensent ainsi et les partisans du C.L.A.S. ou du P.S., qu'ils sachent qu'elle existe de toute manière dans la partie consciente des masses dans lesquelles le PSU s'insère et qu'ils ne l'évacueront donc pas aussi simplement. ■